

AJOURNEMENTS—*Suite.*SERVICE POSTAL DE LA NOUVELLE-ECOSSE—*Suite.*

pas des commodités nouvelles—964; si le service des postes venait à ne plus inspirer de confiance, l'édifice de la vie civile tremblerait sur ses bases mêmes—964; mauvais service du courrier—965; texte d'une lettre d'un fonctionnaire qui se plaint—965; d'autres plaintes—965; protester contre de nombreux changements de maîtres de poste—965; plusieurs nouveaux fonctionnaires croient qu'ils ont pleine liberté de violer tous les règlements—966; il y a dans mon comté certains bureaux de poste où je ne voudrais pas risquer de déposer une lettre confidentielle pendant la période électorale—966; demande que le directeur général des Postes donne à ses inspecteurs les instructions nécessaires pour qu'ils découvrent la cause de la disparition des lettres—966; que les maîtres de poste soient avertis que si à l'avenir ils retiennent ou ouvrent les lettres qui passent par leurs bureaux ils courent le risque d'être sommairement destitués—966.

*M. McKenzie*—Défendre que le bureau de poste serve de lieu de réunions politiques—967; perpétuelle violation des lois—967; directeur général des Postes ne saurait être trop sévère—968.

*M. Carroll*—Retard dans l'expédition des lettres—968; lettres mal acheminées—968.

*Hon. T. C. Casgrain*—Entendre individus avant de punir—968; rien ne sera négligé pour perfectionner le service postal—968.

*Sir Robert Borden*—Faits autrement graves survenus il y a six ans—969; pas dit que fonctionnaire libéral avait fait la chose de propos délibéré—969; vaste pays—969; retards doivent parfois fatalement se produire—969; tant qu'on n'aura pas signalé quelque irrégularité bien clairement constatée et nettement formulée, je dois, au nom des directeurs de la poste en Nouvelle-Ecosse repousser les attaques dirigées contre eux—969.

## SITUATION DES CANADIENS AUX ETATS-UNIS.

*M. Gray*—Question urgente et d'intérêt public—1269; quelques Etats de l'Union américaine refusent aux citoyens le droit de faire valoir devant les tribunaux leurs réclamations ou leurs contrats vis-à-vis de personnes et de compagnies dans ces Etats—1269; état de choses sérieux—1270; fait tort à nos compatriotes—1270; texte d'une lettre de M. Wm. Short, de London, Ont.—1270; lettre de Mlle Short, de Mendocino, Californie—1270; lettre de M. J. Nooman Dean, d'Havelock Court—1270; cette loi inique devrait disparaître—1271.

*Hon. C. J. Doherty*—Si l'on établit l'exactitude des faits—1271; Canadiens souffrent

AJOURNEMENTS—*Suite.*SITUATION RES CANADIENS AUX ETATS-UNIS—*Suite.*

d'une injustice—1271; donné des instructions afin que l'on fasse une enquête complète à ce sujet—1271.

Ajournement refusé—1271.

## OBSERVATIONS SUR LE RAPPORT DE M. T. R. FERGUSON.

*Hon. Frank Oliver*—Enquête faite par M. T. R. Ferguson—2688; ses rapports représentent une dépense de \$40,000 au trésor fédéral—2688; seul but de l'enquête—2688; découvrir des choses blâmables sous l'ancienne administration—2688; s'est inspiré de l'intérêt politique plutôt que du désir de sauvegarder l'intérêt général—2689; examen des rapports—2689; affaire du *Bulletin*, de l'honorable Frank Oliver et du Grand-Tronc-Pacifique—2689; allégation que le Grand-Tronc-Pacifique détient \$15,000 d'actions dans la compagnie du *Bulletin* dont je suis le plus fort actionnaire—2689; journal tomba en la possession d'une société anonyme—2689; vers 1906 compagnie du Grand-Tronc-Pacifique prenait des actions de cette entreprise pour quinze mille dollars—2690; pas acquis la moindre influence dans l'administration du département de l'Intérieur—2690; il n'y a dans tout cela rien de mystérieux—2690; nos ministres en vue de se venger d'un adversaire politique se sont prévalus des pouvoirs dont ils sont investis pour la protection de l'intérêt public, et en ont fait un instrument de persécution, et d'inquisition dans les affaires particulières d'un membre du parti adverse, relativement à une opération dont le Gouvernement canadien n'avait aucunement à se préoccuper—2691; si M. Ferguson avait trouvé la preuve de quelque collusion, de quelque entente secrète entre moi comme ministre de l'Intérieur et le Grand-Tronc-Pacifique, alors il aurait eu raison de s'enquérir de la nature de nos relations—2691; 2691; s'enquérir d'affaires privées—2691; j'ai été l'objet de tentatives de chantage depuis plusieurs années—2691; aucune n'a réussi—2691; accusation contre M. Cruise—2691; aurait fait l'acquisition d'un homestead sur de fausses représentations—2691; terrain a été obtenu conformément à la loi—2692; façon d'agir de M. Ferguson—2693; brigandage politique banal—2693; cas de la Southern Alberta Land Company, Limited—2694; M. Ferguson veut faire croire que la compagnie n'aurait pas dû obtenir des terres—2694; compagnie fait bien son travail d'irrigation au point que le gouvernement actuel est prêt à lui payer \$140,000 pour l'aider dans son entreprise—2694; affaire du barrage Craven—2695; désir de M. Ferguson—2695; livrer à une publicité malsaine les noms du lieutenant-gouverneur Brown et du premier ministre Walter Scott—2695; M. Brown en 1900 a acheté des terres inondées—2695; était alors simple citoyen—2695; valeur des